

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2254>



Adrien Martinez : La campagne APC et la nécessaire démocratisation de l'école

- Syndicats Nationaux - SNUipp-FSU - Conseils Nationaux - CN 2016-2017 - Conseil national de novembre 2016 -



Date de mise en ligne : vendredi 18 novembre 2016

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Il y aura un moment où j'évoquerai notre campagne pour l'abandon des APC. Mais avant, il faut pointer un certain nombre d'éléments, pour appréhender pleinement dans quel contexte elle se situe.

20 %. C'est le pourcentage d'élèves en grand difficulté à l'école. Le récent rapport du CNESE est venu rappeler que ce pourcentage est en augmentation ces quinze dernières années ce qui témoigne d'une aggravation des inégalités scolaires.

Ce résultat n'est pas le produit d'un laisser-faire. C'est le fruit d'une double-détermination : un déficit d'engagement budgétaire d'une part, et une réorientation des politiques éducatives d'autre part. Et il faut regarder les deux conjointement.

Le budget du primaire est en France 30% inférieur à ce qu'il est dans le pays qui sont en capacité d'enrayer l'échec scolaire. 30%, c'est à peu près 6,5 milliards d'Euros. Depuis 1995, la part des dépenses d'éducation dans le PIB ne cesse de se dégrader.

Dans le même temps les politiques éducatives à l'oeuvre ont multiplié les dispositifs se situant à la périphérie de la classe et visant à l'individualisation des parcours scolaires, tout en désinvestissant ce qui se passe en classe. La recherche a montré l'inefficacité de cette logique à lutter contre les inégalités scolaires, et même montré qu'elle les amplifie. Près de 10 dispositifs hors la classe différents ont vu le jour ces quinze dernières années pour un seul nouveau dispositif permettant une prise en charge pendant le temps de classe, alors même que les RASED ont été en partie détruits et que la formation est exangue.

Après 20 ans de désengagement budgétaire, 10 ans de réorientation du système éducatif et quatre ans sous la loi de Refondation, la démocratisation du système scolaire n'est toujours pas à l'ordre du jour. Et ce sont les élèves des classes populaires qui payent le prix fort d'un système scolaire parmi les plus inégalitaires de l'OCDE.

Réaliser cette démocratisation nécessite de transformer les pratiques pour qu'elles rendent lisibles les moyens de l'émancipation par les savoirs. Cela implique de la formation. Cela nécessite du travail en équipe. Cela rend indispensable du temps pour que notre métier soit pleinement un métier de conception redonnant du pouvoir d'agir aux enseignants et mettant au centre de son action le rapport au savoir des élèves des classes populaires.

Tout cela est permis par le projet du SNUipp. Ce 18+3 permis par la déconnexion du temps élèves et enseignants. Ce 18+3 qui nécessiterait un investissement d'à peu de chose près 6 milliards d'Euros. Soit l'écart avec les budgets d'autres pays de l'OCDE. Soit 8 % de la fraude fiscale.

Une fois tout cela dit, revenons à la campagne APC. 38 000 engagements, le chiffre a été évoqué. Et il évolue peu depuis quelques jours. Le travail militant, la communication nationale a rendu manifeste l'intensification du travail enseignant et son volume trop important.

Aujourd'hui, le levier pour massifier l'engagement de nos collègues réside certainement dans le fait de raccrocher cette action à un discours défendant un projet émancipateur pour l'école. Notre projet. Cela soutend d'instruire avec la profession le procès des choix éducatifs fondés sur l'individualisation des parcours. Cela implique de montrer en quoi notre projet pour l'école est à même de redonner du pouvoir d'agir aux enseignants et que l'engagement dans la campagne APC est un premier pas vers cela. C'est aussi leur permettre de remettre leur métier à l'endroit, en faisant le choix de ce qui agit réellement sur les inégalités scolaires.

Cela prendra du temps, pour que cela soit l'affaire de toutes et tous. Mais le prix du renoncement à la lutte pour

l'égalité est bien trop cher pour qu'on puisse se permettre de le payer.